

«Cette étude doit nous permettre de sortir de l'émotion»

PESTICIDES Mathias Reynard, ministre valaisan chargé de la Santé, a mandaté la première étude suisse sur la santé respiratoire des enfants exposés aux pesticides.

MARIE PARVEX
marie.parvex@lematindimanche.ch

Ce sera la première étude suisse consacrée à la santé des personnes vivant à proximité des cultures, et donc très exposées aux pesticides. Elle aura lieu en Valais dès le printemps prochain, sera financée par le Canton et fera partie d'un projet international. Les explications de Mathias Reynard, ministre socialiste chargé de la Santé.

Pourquoi une étude sur la santé des enfants qui vivent à proximité des cultures?
C'est une question de santé publique et une problématique qui préoccupe les gens: les riverains des cultures, mais aussi certains agriculteurs. Nous manquons de données scientifiques à ce sujet et il est politiquement difficile de prendre des décisions dans ces conditions. C'est bien que le Valais, canton très concerné par cette question, la prenne au sérieux. Il faut sortir de la confrontation entre agriculteurs et riverains, et le faire d'une manière intelligente, car au fond les agriculteurs subissent aussi les effets des pesticides sur leur santé. Cette étude, conduite par l'Institut tropical et de santé publique suisse, institut associé à l'Université de Bâle, doit nous permettre de sortir de l'émotion.

«C'est une décision qui a été prise par le gouvernement et qui nous implique tous.»

Mathias Reynard, conseiller d'État valaisan

Comment va-t-elle se dérouler?

Elle devrait commencer au printemps prochain en suivant environ 200 enfants pendant une période avec traitements par pesticides et pendant une période sans traitements. Les familles pourront participer sur une base volontaire dans les zones qui seront choisies par les spécialistes chargés de l'étude en fonction des cultures qui les entourent. Les enfants porteront des bracelets en silicone qui permettront d'enregistrer leur exposition aérienne à des pesticides. La présence de pollens et d'autres polluants atmosphériques sera également prise en compte et des examens de leur fonction respiratoire seront réalisés. Ils répondront aussi à des questionnaires sur leur santé. Pour finir, nous avons demandé que les chercheurs interprètent les résultats de l'étude et fassent des recommandations sur les mesures à prendre, si celles-ci se révèlent nécessaires.

Pourquoi avoir choisi des enfants?

Parce que leur système respiratoire est plus sensible. Ils sont la population la plus fragile et qui reste le plus d'heures quotidiennes dans les zones potentiellement exposées aux pesticides: à la maison, à l'école, dans le jardin.

Aucun autre Canton n'a souhaité participer à cette recherche?

Non, ce sera la première étude de Suisse sur le sujet. Nous ne voulions pas faire quelque chose d'uniquement valaisan, c'est pourquoi nous avons cherché les meilleurs spécialistes du pays qui conduisent des projets internationaux. Cette recherche aura des liens étroits avec une étude plus vaste financée par le



Pour Mathias Reynard, c'est une question de santé publique et une problématique qui préoccupe les gens. Yvain Genevay

Fonds national suisse, ce qui permet de mutualiser les ressources. Le Valais paiera 300'000 francs.

La question des traitements est encore taboue en Valais: la plupart des riverains n'acceptent de témoigner que sous couvert d'anonymat par crainte des conflits avec les agriculteurs. Pourquoi est-ce aussi émotionnel?

Les agriculteurs font leur travail au mieux avec les produits à disposition et, dans le même temps, la population est de plus en plus sensible à leurs éventuels effets sur la santé. Un des objectifs de l'étude est d'ouvrir le dialogue avec les milieux concernés, notamment dans le cadre du groupe de contact chargé de l'accompagnement de cette étude.

Avez-vous eu des réactions politiques de la part des lobbys des agriculteurs ou de la chimie, par exemple Syngenta, présente à Monthey?

De la chimie, non. J'ai eu des réactions po-

sitives de la part de la population et de certains agriculteurs, qui se sentent aussi un peu contraints par ce système parce qu'il n'est pas si facile de se passer de pesticides. Les faïtières agricoles ont demandé à être associées à la démarche. Elles feront donc partie du groupe de contact qui inclut les différents départements concernés, les faïtières, les communes et l'association Médecins en faveur de l'environnement.

Qu'allez-vous faire si cette étude démontre qu'il y a des risques pour la santé des riverains?

Il serait certainement plus facile de ne pas faire cette recherche... Mais c'est une décision qui a été prise par le gouvernement et qui nous implique tous. Il y aura donc ensuite une réelle volonté de trouver des solutions: aux scientifiques de nous faire des propositions. Il s'agira peut-être de renoncer à certains produits, peut-être à certaines techniques d'épandage et peut-être dans certaines zones. Les résultats sont attendus pour 2024.

Polémique autour du soutien culturel

Mathias Reynard est aussi chargé de la Culture en Valais. Cette fin d'année, il a voulu soutenir le cinéma, les arts visuels et les libraires indépendants, qui ont souffert pendant la pandémie. Mais le projet a viré à la polémique.

Au cœur de la discorde, 500'000 francs utilisés pour offrir un livre d'un auteur valaisan à chaque client des librairies indépendantes valaisannes. Problème: le projet concerne aussi trois librairies dans le Haut-Valais qui appartiennent à un groupe zurichois. Le directeur général de Payot, Pascal Vandenberghe, dénonce immédiatement une inégalité de traitement. Le Canton retire son soutien aux librairies haut-valaisannes et décide d'y offrir ces mêmes livres dans les cinémas et les théâtres. Payot saisit la justice pour être intégré au projet. D'autres voix critiques s'élèvent.

À Sierre, où la seule librairie appartient à Payot, on se plaint de ne pas avoir accès aux livres gratuits. Ailleurs, certains s'interrogent sur la valeur que l'on accorde aux artistes si l'on offre leur œuvre, d'autres se plaignent de concurrence déloyale pour le théâtre puisque le cinéma devient gratuit plusieurs jours par semaine, d'autres encore regrettent que cet argent soutienne des films américains.

Une procédure juridique étant en cours, Mathias Reynard nous a déclaré ne pouvoir répondre à aucune question concernant le litige avec Payot. Mais «les mesures pour les petites librairies indépendantes valaisannes et les cinémas fonctionnent très bien. L'accueil de la population et des acteurs culturels concernés est très favorable, et - au final - c'est ce qui est important».